

édité par les communistes
du 10ème arrondissement

57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

à Paris^e

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2019



le nouveau jardin de 3 000 m² implanté au-dessus des voies de la gare de l'Est portera le nom de la brésilienne Marielle Franco militante communiste assassinée en mars 2018

CONTRE LA PRIVATISATION D'AÉROPORTS DE PARIS amplifions la mobilisation

Le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas... La France doit-elle être livrée aux appétits dévorants du privé ? La privatisation d'ADP est une triple aberration.

Stratégique d'abord : ADP est la première entreprise aéroportuaire mondiale. Elle est un actif stratégique regroupant 3 aéroports franciliens (Orly, Roissy, le Bourget), ainsi que des aérodromes plus petits et dispose de participations dans des aéroports internationaux. La vente d'ADP fait courir le risque d'une vente à la découpe de ce patrimoine et son éclatement. En outre, 86% des aéroports dans le monde sont sous contrôle public ; ils le sont même à 100% aux États-Unis.

Économique ensuite : ADP est la deuxième valeur boursière détenue par l'État, après EDF.

Démocratique enfin : Emmanuel Macron n'a jamais mentionné sa volonté de privatiser ADP durant sa campagne électorale.

Face à cela, pour la première fois en France, les citoyens peuvent obtenir la tenue d'un référendum. Pour cela, il faut réunir 4,7 millions de signataires avant le 12 mars 2020. Dans le 10^e, 3 642 personnes inscrites avaient déjà signé début septembre, soit 6,7% des inscrits sur les listes électorales de l'arrondissement. La mobilisation de tous ceux qui sont opposés au dépeçage du patrimoine public peut mettre en échec ce nouveau projet de privatisation.

Autre bataille essentielle à mener en même temps : faire échouer la réforme des retraites que prépare le gouvernement. En cassant notre système de répartition, cette réforme ultra-libérale ne fera que des perdants : baisse des pensions, en particulier pour ceux qui ont eu des accrocs dans le déroulement de leur carrière, déclarations contradictoires sur l'âge de départ à la retraite, augmentation de la durée de cotisation (alors que l'âge moyen d'entrée dans le monde du travail est de 24 ans !). Rendez-vous le 26 septembre dans la rue pour la première journée de mobilisation.

Élie Joussellin, secrétaire de la section PCF 10

LE BALCON VERT DE LA RUE D'ALSACE enfin concrétisé

Après des années de tâtonnements et de reports, le projet « Balcon vert » voit le jour.

Un espace vert d'une surface de près de 3 000 m², implanté sur la terrasse de l'hôtel Okko (nouvel hôtel de 170 chambres), surplombera les voies de la gare de l'Est et sera accessible par une passerelle à partir de la rue d'Alsace. Il est composé de 3 terrasses dont l'ascension permet de découvrir le paysage ferroviaire. Doté de 68 arbres (dont une majorité d'arbres fruitiers), il comportera également une fontaine et un espace de jeux.

Le Conseil municipal a décidé en juin dernier de lui attribuer la dénomination « Jardin Marielle Franco », une militante communiste brésilienne qui s'est battue en faveur des droits humains, contre le sexisme et les violences, notamment policières, dans les favelas. Elle a été assassinée en mars 2018 à Rio de Janeiro par deux anciens membres de la police militaire.

Ce nouveau jardin sera prochainement inauguré. Une réunion publique de concertation s'est tenue le 11 septembre à la mairie pour discuter des aménagements à prévoir pour revaloriser la rue d'Alsace : semi-piétonisation et végétalisation de la rue, amélioration de l'éclairage et du mobilier urbain, restauration de l'escalier monumental et création d'un escalateur pour faciliter les déplacements des voyageurs.

Par contre, pas de réponse concernant le devenir du projet de liaison souterraine entre les gares de l'Est, du Nord et de Magenta.

LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

le 10^e s'engage à accueillir et héberger les victimes

Chaque année, 219 000 femmes en moyenne sont victimes de violences de la part de leur conjoint ou ancien conjoint. En 2018, 121 femmes ont été tuées. Au 1^{er} septembre 2019 on comptait déjà plus de cent féminicides.

Si le nombre de femmes qui ose franchir les portes des commissariats pour porter plainte est en augmentation depuis le mouvement « MeToo », il n'y a pas eu de hausse des moyens, ni pour la police qui doit recueillir ces femmes, ni pour la justice qui doit instruire leurs dossiers.

Le parcours de la victime est un véritable chemin semé d'embûches. Celle-ci, souvent avec ses enfants, est condamnée à une errance programmée : d'abord en hôtel ou en Centre d'hébergement d'urgence et ensuite en Centre d'hébergement et de réinsertion sociale, s'il y a de la place. À ce jour, il n'existe pas suffisamment de places disponibles d'hébergement visant à mettre à l'abri les femmes en situation d'extrême urgence et proposant un accompagnement spécialisé permettant de sortir des cycles de violence.

La première délibération du groupe PCF au Conseil de Paris en 2015 a porté sur la question de l'hébergement et de l'accès au logement des femmes victimes de violences. En plus d'une meilleure prise en compte des violences dans le cadre de l'accès au logement social, la délibération prévoyait la création de places supplémentaires en hébergement spécifique.

Une seconde délibération a été votée en 2017, lors du Conseil d'arrondissement du 10^e, prévoyant le financement par la Ville de Paris d'un budget de près d'un million d'euros pour permettre la construction d'une résidence pour jeunes femmes dans le 10^e dissement. Le montage de ce projet, qui devrait pourtant être consensuel, répondant à la grande cause nationale du quinquennat, a été semé d'embûches. Les

manifestation en juillet dernier
contre les violences faites aux femmes
sur la place de la République



coupes budgétaires drastiques mises en place par Emmanuel Macron sur le financement des centres d'hébergement d'urgence (CHRS) a imposé de revoir le budget. Plusieurs recours des riverains ont également ralenti l'avancement des travaux.

Hélène Bidard et Dominique Tourte, respectivement adjointes communistes de Paris et du 10^e en charge de ces questions, se réjouissent du lancement prochain de la construction de cette résidence dans le 10^e qui permettra d'accueillir fin 2020 des jeunes parisiennes et franciliennes victimes de violences conjugales.

DÉBAT LE 23 SEPTEMBRE 2019 À 19H

Droit des femmes, lutte contre les discriminations : le Paris de l'Égalité

Au Belush'is, 5 rue de Dunkerque.

Avec Hélène Bidard, adjointe à la Maire de Paris en charge de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations

En présence de Ian Brossat et de Nicolas Bonnet-Oulaldj, élus PCF au Conseil de Paris, ainsi que des représentants associatifs et syndicaux.

LIVRAISONS À VÉLO : les tâcherons modernes se rebiffent



Nicolas Bonnet et Didier Le Reste, élus PCF du Conseil de Paris, opposés à l'ubérisation ont apporté leur soutien à la coopérative OLVO installée dans le 10^e

Cet été, vélos, casques et sacs à dos isothermes ont fait plusieurs escales sur la place de la République.

Les livreurs ont subi une nouvelle fois les modifications tarifaires de Deliveroo. Résultat de ce changement, les courses courtes sont payées à peine quelques euros, (2.50€, 2.70€...) alors qu'un tarif minimal parisien de 4,70€ prévalait jusque-là. À la fin du mois, c'est une baisse de revenus de 20 à 30% pour les livreurs.

Les cyclistes, tous autoentrepreneurs, sont soumis à ces modifications prises sans concertation et ne bénéficient pas de la protection du droit du travail.

Fabien Gay et Pascal Salvodelli, sénateurs PCF, ont participé en 2019 au tour de France *Pédale et tais-toi*, avec un collectif composé de coursiers, de syndicalistes et

de militants de mouvements de jeunesse, pour rencontrer ces travailleurs précaires payés à la tâche, afin de proposer des évolutions législatives permettant d'améliorer leur situation.

Des modèles alternatifs plus respectueux des travailleurs existent. C'est le cas notamment d'OLVO, implantée récemment dans le 10^e arrondissement, rue Sambre-et-Meuse. Cette coopérative de livreurs à vélo permet aux rouleurs d'être salariés et impliqués dans la gouvernance de l'entreprise.

La mairie de Paris, comme d'autres collectivités, soutient le développement de ces nouvelles initiatives, mais c'est aussi aux commerçants et aux clients de faire appel prioritairement aux entreprises les plus respectueuses des droits des livreurs.

DE GARE DU NORD À...

StatioNord

La SNCF, en association avec une filiale d'Auchan, a prévu de transformer la gare du Nord pour en faire un énorme complexe commercial auquel s'ajouteraient une salle de concerts et une salle de sports.

La SNCF s'engage ainsi dans un développement massif des activités commerciales en multipliant par 5 les surfaces dédiées au commerce, au détriment de sa mission de service public de transports.

Pourtant, cette mission n'est pas aujourd'hui exemplaire. Pas de semaine sans que des trains ne soient victimes de retards dus à des problèmes techniques ou au vieillissement d'installations mal entretenues. Sans compter les nombreuses lignes sacrifiées sur l'autel de la rentabilité : ainsi ces jours derniers l'annonce de trois suppressions de liaisons quotidiennes entre Arras et Paris et entre Douai et Paris, liaisons pourtant utiles aux salariés qui viennent quotidiennement travailler à Paris.

Une vingtaine de professionnels de l'urbanisme et de l'architecture ont récemment dénoncé, dans une tribune du journal *Le Monde* du 3/09, ce projet de transformation. Ils jugent indécent d'allonger le temps de parcours des usagers qui devront, pour rejoindre leur train, « d'abord monter à 6 m de hauteur dans le centre commercial... puis accéder aux quais par des passerelles, des escaliers et des ascenseurs ». Pour rappel, la gare du Nord est actuellement fréquentée



quotidiennement par 700 000 voyageurs dont 500 000 banlieusards et cette fréquentation est estimée à un million de voyageurs en 2025.

Mais les auteurs de la tribune relèvent aussi l'incohérence du projet urbain qui, dans un quartier déjà totalement saturé, va ajouter du trafic, ainsi que l'incohérence architecturale du projet. Outre la démolition de la verrière construite il y a 20 ans, ce projet dénature une gare pourtant inscrite à l'inventaire des Monuments historiques.

Les communistes ne sont pas pour le statu quo, mais pour le retour de la gare à sa fonction première : simplifier et fluidifier l'accueil et l'information des usagers et leur faciliter l'accès aux trains. Besoins auquel le projet ne répond pas.

SERVICES D'URGENCES

des moyens pour répondre à la crise

Au moment où 239 services d'urgence sont en grève et où les médecins ont rejoint le mouvement, la réponse d'Agnès Buzyn, ministre de la Santé, vient d'annoncer qu'aucun moyen supplémentaire (ni personnel, ni lit) ne sera débloqué. Seules, quelques mesures de réorganisation sont envisagées. Les personnels des urgences estiment que cela n'est pas sérieux et qu'ils vont poursuivre le mouvement.

depuis mai dernier, les personnels du service des urgences de l'hôpital Lariboisière sont en grève pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail



Pourtant, les services d'urgences sont dans une situation d'asphyxie. C'est de l'hôpital Saint-Antoine que le mouvement est parti en mars dernier. L'an passé, une patiente est décédée à l'hôpital Lariboisière après être restée 12h sur un brancard. Un rapport interne de l'AP-HP l'a confirmé : aucune faute n'a été commise par le personnel, mais celui-ci était en nombre insuffisant.

Pour répondre à la crise des urgences à Paris, qui accueillent trois fois plus de patients que dans les années 1990, les communistes proposent de doubler le nombre de centres de santé afin de prendre en charge les patients dont l'état de santé ne nécessite pas un traitement en services d'urgence.

Ils proposent également de mettre en place dans les hôpitaux publics parisiens des consultations de médecine générale adulte et pédiatrique ouverte 7/7 avec et sans rendez-vous.

Deux propositions susceptibles d'alléger les services d'urgence et de mettre un terme à leurs conditions dégradées.

RÉAMÉNAGEMENT DE LA STATION LA CHAPELLE

**réunion publique
mardi 15 octobre à 19h
école élémentaire Louis-Blanc**

Les communistes, qui avaient fait signer des pétitions à la fin 2018 pour obtenir le lancement des études pour la rénovation de cette station, se réjouissent de la tenue de cette réunion de concertation. Habitants et usagers du métro pourront donner leurs avis sur les 4 scénarios d'aménagement qui seront présentés par la RATP.

le site des communistes du 10^e



articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne

comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications à Paris 10^e

www.pcfparis10.fr

CONSOMMATION À MOINDRE RISQUE

ouvrons de nouvelles salles pour répondre aux besoins

En octobre 2016, une première salle de consommation à moindre risque a ouvert ses portes dans le 10^e arrondissement, adossée à l'hôpital Lariboisière.

Près de trois ans plus tard, on constate que le nombre de seringues ramassées dans le quartier a diminué et que les contaminations ont baissé...

Toutefois, le fait de l'existence d'une seule salle à Paris, de l'amplitude limitée de ses horaires d'ouverture et de l'absence de lieux d'hébergement à proximité pour les usagers, n'a pas permis de régler totalement la question de la tranquillité de l'espace public.

Les communistes ont toujours soutenu le principe de salles de consommation qui ont fait leurs preuves dans de nombreux pays étrangers. Ils font trois propositions : ouvrir de nouvelles salles dans d'autres quartiers parisiens qui connaissent les mêmes problèmes (des salles tant d'injection que d'inhalation), étendre les horaires d'ouverture et créer des lieux d'hébergement à proximité des salles pour éviter que les personnes stagnent autour de celles-ci. Mais un engagement de l'État est indispensable pour mener une telle politique de réduction des risques qui exige des moyens.



Le jeudi 22 août, sur la place de la République, 10 tonnes de fruits et légumes ont été vendus à prix coûtant, permettant aux Parisiens d'acheter des produits de qualité, à des prix abordables, tout en garantissant une juste rémunération des producteurs.

Une initiative que les communistes organisent depuis de nombreuses années, en lien avec le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) et qui permet de dénoncer les marges exorbitantes que les grandes surfaces imposent aux producteurs.

PLACE JAN KARSKI

des aménagements à prévoir pour la sécurité des enfants

Après quelques semaines de fréquentation de la place Jan Karski, Didier Le Reste, conseiller communiste de Paris, a écrit à la Maire du 10^e pour demander des aménagements complémentaires permettant d'améliorer la sécurité des enfants sur ce nouvel espace, inauguré le 17

juin dernier. Des propositions suggérées par des parents satisfaits de pouvoir utiliser cette nouvelle place avec leurs enfants.

Par exemple, il est suggéré, non pas de clore la place, mais d'installer des jardinières ou des barrières à certains endroits où le risque existe d'une traversée directe de la rue par les enfants courant après un ballon ou faisant de la trottinette.

Il est indispensable également de prévoir un dispositif pour empêcher les deux-roues motorisés de traverser la place et pour renforcer la propreté de l'espace (pigeons, canettes, etc.).

Une innovation à saluer : l'installation récente d'un *Ludomouv*, contenant à jeux à disposition des enfants.

EN BREF

● Gratuité des transports pour les jeunes

Depuis la rentrée de septembre, remboursement intégral de la carte Imagine R pour les jeunes de 4 à 11 ans, remboursement à 50% pour les collégiens et lycéens, accès gratuit aux transports en commun pour les jeunes en situation de handicap. Une innovation portée depuis plusieurs années par les élus communistes.

● 154 berceaux supplémentaires en crèches dans le 10^e

Dominique Tourte, adjointe PCF en charge de la Petite enfance, se réjouit de cette augmentation des capacités d'accueil depuis le début de la mandature. La dernière réalisation concerne la crèche associative de la rue des Vinaigriers (15 places).

● Paniers solidaires

Le 16 septembre, le conseil d'arrondissement du 10^e a voté le lancement de ce dispositif proposé par les élu.es communistes. Il permettra à des familles précaires de bénéficier des produits bio et en circuit court des halles alimentaires parisiennes. Dans le 10^e, cette première expérimentation bénéficiera aux familles logées par Emmaus, au centre d'hébergement de la rue de Nancy, qui pourront disposer d'une aide pour découvrir les fruits, légumes et l'ensemble des produits de Kelbongo.

